En perspective des élections provinciales et locales, la cellule Genre de la Division électorale de la Monusco promet de contribuer davantage au renforcement des capacités des femmes congolaises. L'objectif visé est d'aider ces dernières à être bien représentées dans les assemblées provinciales et autres institutions du pays.

Saisissant cette opportunité, le porte-parole de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) Madnodje Mounoubai a encouragé les leaders femmes à se présenter massivement lors de prochaines échéances électorales.

A ses yeux, les Congolaises ont tout intérêt à s'engager activement dans cette bataille électorale et rafler plus des voix afin de mieux défendre des besoins propres aux femmes.

« Il y a des besoins qui sont propres aux femmes et qui ne doivent être défendus que par elles-mêmes. Il est donc normal qu'elles soient bien représentées dans les différentes institutions du pays pour bien les défendre », a-t-il dit la semaine dernière lors de la conférence de presse de son organisation.

Madnodje Mounoubai a, à cet effet, regretté que le taux des femmes dans la nouvelle Assemblée nationale soit très faible. A peine 9%. Et pourtant, elles représentent plus de 50% de la population congolaise.

Il sied de souligner que la cellule Genre de la Division Electorale de la Monusco a présenté dernièrement le projet « 100 000 Femmes pour le Congo » à Onu Femmes qui l'a intégré dans son plan de travail annuel. Onu Femmes envisage également d'apporter un appui financier à l'organisation des ateliers de formation des formateurs en Genre et Elections dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo, Katanga, Equateur, Kasaï Oriental et Bandundu.

Ces formateurs vont à leur tour encadrer les candidates pour les prochaines élections provinciales et locales.

L'implication effective des femmes et filles dans le processus électoral constitue un grand défi en RDC. Le cycle électoral 2011 a connu une diminution de la participation des femmes en politique, sans aucune candidature féminine à la présidentielle, et seulement avec 2 277 femmes figurant parmi les 18 864 candidats pour les 500 sièges au Parlement.

Ce constat peut être lié à un certain nombre de facteurs, notamment un manque de capacité à prendre une part active au processus électoral ; manque de volonté politique ou de soutien pour les femmes au sein des partis politiques ; et faible couverture médiatique pour rendre plus visibles les activités des femmes candidates.

Par Ludi Cardoso